Supplemento ordinario alla «Gazzetta Ufficiale» n. 122 del 5 maggio 1983

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Giovedì, 5 maggio 1983 SI PUBBLICA NEL POMERIGGIO DI TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - CENTRALINO 65101
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 26

LEGGE 21 marzo 1983, n. 149.

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni europee sulla notifica e l'ottenimento all'estero di documenti, informazioni e prove in materia amministrativa, adottate a Strasburgo, rispettivamente, il 24 novembre 1977 ed il 15 marzo 1978.

LEGGE 21 marzo 1983, n. 150.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di modifica dell'allegato allo statuto della Scuola europea del 12 aprile 1957 relativo al regolamento della licenza liceale europea, firmato a Lussemburgo il 19 giugno 1978.

SOMMARIO

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

LEGGI E DECRETI

LEGGE 21 marzo 1983, n. **149**.

Ratifica ed esecuzione delle convenzioni europee sulla notifica e l'ottenimento all'estero di documenti, informazioni e prove in materia amministrativa, adottate a Strasburgo, rispettivamente, il 24 novembre 1977 ed il 15 marzo 1978.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti atti internazionali, adottati a Strasburgo, rispettivamente, il 24 novembre 1977 ed il 15 marzo 1978:

a) convenzione europea sulla notifica all'estero di documenti in materia amministrativa;
b) convenzione europea sull'ottenimento all'estero di informazioni e di prove in materia amministrativa.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 17 e 23 delle convenzioni stesse.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 marzo 1983

PERTINI

FANFANI — COLOMBO — ROGNONI — DARIDA — FORTE

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

CONVENTION EUROPÉENNE

sur la notification à l'étranger des documents en matière administrative

PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, dans le respect notamment de la prééminence du droit ainsi que des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Convaincus que la création de moyens appropriés d'entraide administrative contribue à atteindre cet objectif;

Considérant l'importance que revêt la notification à l'étranger des documents en matière administrative dont il importe que la connaissance soit portée en temps utile à leurs destinataires,

Sont convenus de ce qui suit

TITRE I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1

(Champ d'application de la Convention)

1. Les Etats contractants s engagent à s'accorder mutuellement assistance pour la notification des documents en matière administrative

2 La présente Convention ne s'applique pas en matière fiscale, ni en matière pénale. Toutefois, chaque Etat peut lors de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation d'approbation ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, faire connaître, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'applique, pour les demandes qui lui sont adressées, en matière fiscale ainsi qu'à toute procédure visant des infractions dont la répression n est pas au moment où l'entraide est demandée, de la compétence de ses autorités judiciaires. Cet Etat pourra indiquer, dans sa déclaration, qu'il se prévaudra du défaut de réciprocité.

3. Chaque Etat peut, lors de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment dans les cinq ans qui suivront l'entrée en vigueur de la présent Convention à son égard faire connaître, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les matières administratives pour lesquelles il n'appliquera pas la présent Convention. Tout autre Etat contractant pourra se prévaloir du défaut de réciprocité.

4 Les déclarations prévues aux paragraphes 2 et 3 de cet article prendront effet, selon le cas, au moment de l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat qui les a formulées, ou trois mois après leur réception par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Elles pourront être retirées en tout ou en partie par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet trois mois après la date de réception de cette déclaration.

ARTICLE 2

(Autorité centrale)

1. Chaque Etat contractant désigne une autorité centrale chargée de recevoir les demandes de notification de documents en matiere administrative en provenance d'autorités d'autres Etats contractants et d'y donner suite. Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs autorités centrales

2. Chaque Etat contractant a la faculté de désigner d'autres autorités ayant les mêmes fonctions que l'autorité centrale; il en déterminera la compétence territoriale. Toutefois, l'autorité requérante a toujours le droit de s'adresser directement à l'autorité centrale.

3. Chaque Etat contractant a la faculté, en outre, de désigner une autorité expéditrice chargée de centraliser les demandes de notification provenant de ses autorités et de les transmettre à l'autorité centrale étrangère compétente. Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs autorités expéditrices.

4 Les autorités susmentionnées doivent être des services ministériels ou d'autres services officiels

5. Chaque Etat contractant communiquera, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, la dénomination et l'adresse des autorités désignées conformément aux dispositions de cet article.

ARTICLE 3.

(Demande de notification).

Toute demande de notification est adressée à l'autorité centrale de l'Etat requis. Elle doit se faire conformément à la formule modèle annexée à la présente Convention, accompagnée du document à notifier. Ces pièces sont transmises en double exemplaire; l'inexécution de cette formalité ne saurait justifier un refus de donner suite à la demande.

ARTICLE 4.

(Dispense de légalisation).

La demande de notification et ses annexes transmises en application de la présente Convention sont dispensées de légalisation, d'apostille et de toute formalité équivalente.

ARTICLE 5.

(Régularité de la demande).

Si l'autorité centrale de l'Etat requis estime que les dispositions de la présente Convention n'ont pas été respectées, elle en informe immédiatement l'autorité requérante en précisant les griefs articulés à l'encontre de la demande.

ARTICLE 6.

(Modes de notification).

1. L'autorité centrale de l'Etat requis procède, aux termes de la présente Convention, à la notification:

a) soit selon les formes prescrites par la législation de l'Etat requis pour la notification des documents dressés dans cet Etat et qui sont destinés aux personnes se trouvant sur son territoire,

b) soit selon la forme particulière demandée par l'autorité requérante, pourvu que cette forme ne soit pas incompatible avec la loi de l'Etat requis.

2. Sauf le cas prévu au paragraphe 1, alinéa *b)*, du présent article, le document peut toujours être remis au destinataire qui l'accepte volontairement.

3. Lorsque l'autorité requérante demande que la notification soit effectuée dans un délai déterminé, l'autorité centrale de l'Etat requis accède à cette demande si ce délai peut être respecté.

ARTICLE 7.

(Langues).

1. Lorsqu'un document étranger doit être notifié conformément à l'article 6, paragraphe 1, alinéa *a)*, et paragraphe 2, de la présente Convention, sa traduction n'est pas exigée.

2. Toutefois, en cas de refus de la notification du document par son destinataire pour le motif qu'il ne connaît pas la langue dans laquelle il est établi, l'autorité centrale de l'Etat requis fait effectuer la traduction du documents dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de ce Etat. Elle peut également demander à l'autorité requérante que le document soit traduit ou accompagné d'une traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat requis.

3. Lorsqu'un document étranger doit être notifié conformément à l'article 6, paragraphe 1, alinéa *b)*, et que l'autorité centrale de l'Etat requis le réclame, ce document est traduit ou accompagné d'une traduction dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat requis.

ARTICLE 8.

(Attestation).

1. L'autorité centrale de l'Etat requis ou l'autorité qui a effectué la notification établit une attestation conforme à la formule modèle annexée à la présente Convention. Cette attestation relate l'exécution de la demande. Le cas échéant, elle précise le fait qui a empêché l'exécution.

2. L'attestation est adressée directement à l'autorité requérante par l'autorité qui l'a établie.

3. L'autorité requérante peut demander à l'autorité centrale de l'Etat requis de viser une attestation qui n'a pas été établie par cette autorité centrale lorsque l'authenticité de cette attestation est contestée.

ARTICLE 9.

(Formules de demande et d'attestation).

1. Les mentions imprimées dans la formule modèle annexée à la présente Convention sont obligatoirement rédigées dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe. Elles peuvent, en outre, être rédigées dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat de l'autorité requérante.

2 Les blancs correspondant à ces mentions sont remplis soit dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat requis, soit dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe

ARTICLE 10

(Notification par les fonctionnaires consulaires)

1 Tout Etat contractant a la faculté de faire procéder directement et sans contrainte, par ses fonctionnaires consulaires ou, si les circonstances l'exigent, par ses agents diplomatiques, aux notifications de documents à des personnes se trouvant sur le territoire d'autres Etats contractants.

2 Chaque Etat peut, lors de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, s'opposer, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à l'usage de cette faculté sur son territoire dans le cas où un document doit être notifié a l'un de ses ressortissants ou à un ressortissant d'un Etat tiers ou à un apatride. Tout autre Etat contractant pourra se prévaloir du défaut de réciprocité.

3. La déclaration prévue au paragraphe 2 de cet article prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'egard de l'Etat qui l'a formulée. Elle pourra être retirée par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet trois mois après la date de réception de cette déclaration.

ARTICLE 11

(Notification par la voie de la poste)

1 Tout Etat contractant a la faculté de faire procéder directement par la voie de la poste aux notifications de documents à des personnes se trouvant sur le territoire d'autres Etats contractants

2 Chaque Etat peut, lors de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment dans les cinq ans qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, s'opposer, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'une façon générale ou partielle, soit en raison de la nationalité du destinataire, soit pour des catégories de documents déterminés, à l'usage de cette faculté sur son territoire. Tout autre Etat contractant pourra se prévaloir du défaut de réciprocité.

3. La déclaration prévue au paragraphe 2 de cet article prendra effet, selon le cas, au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de l'Etat qui l'a formulée, ou trois mois après sa réception par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe Elle pourra être retirée en tout ou en partie par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe Le retrait prendra effet trois mois après la date de réception de cette déclaration

ARTICLE 12

(Autres voies de transmission)

1 Tout Etat contractant a la faculté d'utiliser la voie diplomatique ou consulaire pour requérir la notification de documents

2 La présente Convention ne s'oppose pas à ce que des Etats contractants s'entendent pour admettre, aux fins de notification, d'autres voies de transmission que celles prévues par les articles qui précèdent et notamment la communication directe entre leurs autorités respectives.

ARTICLE 13

(Frais)

1 Lorsque la notification d'un document étranger est effectué conformément a l'article 6, paragraphe 1, alinéa *a*), et paragraphe 2, de la présente Convention, elle ne peut donner lieu au paiement ou au remboursement de taxes ou de frais pour les services de l'Etat requis.

2. L'autorité requérante est tenue de payer ou de rembourser les frais occasionnés par l'emploi de la forme de notification qu'elle a demandée conformément à l'article 6, paragraphe 1, alinéa *b*)

ARTICLE 14

(Refus d'exécution)

1. L autorité centrale de l'Etat requis saisie d'une demande de notification peut refuser d'y donner suite

a) lorsqu'elle estime que la matière sur laquelle porte le document a notifier n'est pas une matière administrative au sens de l'article 1 de la présente Convention;

b) lorsqu'elle estime que son exécution est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de cet Etat;

c) lorsque le destinataire n'est pas trouvé à l'adresse indiquée par l'autorité requérante et que son adresse ne peut être facilement déterminée

2. En cas de refus, l'autorité centrale de l'Etat requis en informe immédiatement l'autorité requérante et lui indique les motifs.

ARTICLE 15.

(Délais).

Lorsqu'un document est transmis pour notification sur le territoire d'un autre Etat contractant, le destinataire, dans le cas où cette notification fait courir un délai à son endroit, doit disposer d'un laps de temps raisonnable dont l'appréciation relève de l'Etat requérant, à compter de la remise du document, pour être présent, représenté ou procéder à toute diligence nécessaire selon le cas.

ARTICLE 16.

(Autres accords ou arrangements internationaux).

Aucune disposition de la présente Convention ne portera atteinte aux accords internationaux et aux autres arrangements et pratiques qui existent ou qui pourront exister entre des Etats contractants dans des matières faisant l'objet de la présente Convention.

TITRE II — DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 17.

(Entrée en vigueur de la Convention).

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à leur ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

ARTICLE 18.

(Révision de la Convention).

A la demande d'un Etat contractant ou après la troisième année qui suit l'entrée en vigueur de la présente Convention, les Etats contractants procéderont à une consultation multilatérale, à laquelle tout autre Etat membre du Conseil de l'Europe pourra se faire représenter par un observateur, en vue d'examiner son application, ainsi que l'opportunité de sa révision ou d'un élargissement de certaines de ses dispositions. Cette consultation aura lieu au cours d'une réunion convoquée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 19.

(Adhésion d'un Etat non membre du Conseil dè l'Europe).

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité des deux tiers des voix exprimées y compris l'unanimité des Etats contractants.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

ARTICLE 20.

(Portée territoriale de la Convention).

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 21

(Réserves à la Convention)

Aucune réserve ne sera admise à la présente Convention

ARTICLE 22

(Dénonciation de la Convention)

1. Tout Etat contractant pourra, en ce qui le concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général. Toutefois, la Convention continuera à s'appliquer aux demandes de notification reçues avant l'expiration de ce délai

ARTICLE 23

(Fonctions du dépositaire de la Convention)

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a) toute signature;

b) le dépôt de tout instrument de ratification d'acceptation d'approbation ou d'adhésion;

c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 17, paragraphes 2 et 3;

d) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 1, paragraphes 2, 3 et 4;

e) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 2, paragraphe 5;

f) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 10, paragraphes 2 et 3;

g) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 11, paragraphes 2 et 3,

h) toute déclaration ou notification reçue en application des dispositions de l'article 20, paragraphes 2 et 3;

i) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 22, paragraphe 1, et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg le 24 novembre 1977, en francais et en englais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche

OTTO MASCHKE

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

ANDRÉ VRANKEN

Pour le Gouvernement de la République de Chypre

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark

Pour le Gouvernement de la République française

FRANÇOIS DENIAU

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne

KARL ALEXANDER HAMPE

Pour le Gouvernement de la République hellénique

DIMITRI S BITSIOS

Pour le Gouvernement de la République islandaise

Pour le Gouvernement d'Irlande

Pour le Gouvernement de la République italienne

ARNALDO FORLANI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

GASTON THORN

Pour le Gouvernement de Malte:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement de la République portugaise:

DIOGO FREITAS DO AMARAL

Pour le Gouvernement du Royaume de l'Espagne:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

PIERRE GRABER

Pour le Gouvernement de la République turque:

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

Formule modèle
visée aux articles 3, 8 et 9 de la Convention

DEMANDE DE NOTIFICATION (1)
CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES DOCUMENTS EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE (STE N° ....)

1 - *AUTORITÉ REQUÉRANTE*
QUALITÉ:
ADRESSE:

Fait à ...., le ....

2 - *AUTORITÉ CENTRALE DESTINATAIRE*
ADRESSE:

3 - *RÉF.* de l'autorité requérante:

4 - *OBJET DE LA DEMANDE*: Notification à l'étranger d'un document en matière administrative (document joint en annexe, en double exemplaire)

5 - *ÉLÉMENTS ESSENTIELS DU DOCUMENT*: ....
....
....

6 - *DESTINATAIRE DU DOCUMENT*

A *NOM* (en capitales d'imprimerie) et prénoms:

B Le cas échéant, détails complémentaires permettant l'identification du destinataire:

C *ADRESSE*:
— N° Rue
— Localité:
— Canton — Comté — Province — Etat:

D *PAYS*:

7 - *NOTIFICATION DEMANDÉE*:

A ☐ selon les formes légales de l'Etat requis (article 6, paragraphe 1, alinéa *a*).

B ☐ selon la forme particulière suivante (article 6, paragraphe 1, alinéa *b*) (traduction du document est à joindre):

C ☐ le cas échéant, par simple remise (article 6, paragraphe 2).

L'autorité centrale destinataire est priée de bien vouloir renvoyer ou faire renvoyer à l'autorité requérante un exemplaire du document — et de ses annexes — avec l'*ATTESTATION* figurant au verso.

Signature et/ou cachet

(1) L'imprimé doit être établi en deux exemplaires, en original et en duplicata (article 3 de la Convention).

BORDEREAU DE RETOUR

8 *AUTORITÉ REQUÉRANTE*
ADRESSE:

ATTESTATION

L'Autorité soussignée a l'honneur d'attester

9 ☐ *QUE LA DEMANDE A ÉTÉ EXÉCUTÉE*

Le (date) . . . .
A (localité, rue, numero)

Dans la forme suivante

A ☐ selon les formes légales de l'Etat requis (article 6 paragraphe 1, alinea *a*)

B ☐ selon la forme particulière suivante (article 6, paragraphe 1, alinéa *b*)

C ☐ le cas échéant, par simple remise (article 6, paragraphe 2)

Les documents mentionnés dans la demande ont été remis à (identité de la personne et, le cas échéant liens avec le destinataire de l'acte, parenté subordination ou autre):

10 ☐ *QUE LA DEMANDE N'A PAS ÉTÉ EXÉCUTÉE*, en raison des faits suivants:

11 *ANNEXES*

A ☐ frais sur mémoire

B ☐ documents justificatifs de l'exécution

C ☐ pièces renvoyées

12 *AUTORITÉ REQUISE*

désignation du service et du département

Fait à le

Signature et/ou cachet

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione

CONVENZIONE EUROPEA
sulla notifica all'estero di documenti in materia amministrativa

PREAMBOLO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che scopo del Consiglio d'Europa è la realizzazione di una più stretta unione fra i suoi Membri, nel rispetto in particolare della preminenza del diritto nonché dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali;

Convinti che la creazione di mezzi adeguati di reciproco aiuto in materia amministrativa contribuisce a realizzare tale obiettivo;

Considerando l'importanza della notifica all'estero dei documenti in materia amministrativa di cui è importante informare in tempo utile i destinatari,

Hanno convenuto quanto segue

TITOLO I - DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 1

(Campo d'applicazione della Convenzione)

1. Gli Stati contraenti si impegnano ad accordarsi reciproca assistenza per la notifica dei documenti in materia amministrativa.

2. La presente Convenzione non si applica in materia fiscale, né in materia penale. Tuttavia ogni Stato può al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, o in ogni momento successivo, far conoscere, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, che la presente Convenzione, per le domande che gli sono indirizzate, si applica in materia fiscale nonché ad ogni procedura relativa ad ogni infrazione la cui repressione non sia, al momento in cui viene richiesta la mutua

assistenza, di competenza della propria autorità giudiziaria. Tale Stato potrà indicare, nella sua dichiarazione, che intende avvalersi della mancanza di reciprocità.

3. Ogni Stato può, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, d'approvazione o di adesione, o in ogni momento nei cinque anni successivi all'entrata in vigore della presente Convenzione nei suoi confronti, far conoscere, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, le materie amministrative alle quali non si applicherà la presente Convenzione. Ogni altro Stato contraente potrà avvalersi della mancanza di reciprocità.

4. Le dichiarazioni previste dai paragrafi 2 e 3 del presente articolo acquisteranno efficacia, a seconda dei casi, al momento dell'entrata in vigore della Convenzione nei confronti dello Stato che le ha formulate, o tre mesi dopo il loro ricevimento da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Tali dichiarazioni potranno essere *ritirate completamente o in* parte mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro avrà efficacia tre mesi dopo la data di ricevimento di tale dichiarazione.

ARTICOLO 2.

(*Autorità centrale*).

1. Ogni Stato contraente designa un'autorità centrale incaricata di ricevere le domande di notifica dei documenti in materia amministrativa provenienti da autorità di altri Stati contraenti e di darvi seguito. Gli Stati federali hanno la facoltà di designare più autorità centrali.

2. Ogni Stato contraente ha la facoltà di designare altre autorità aventi le stesse funzioni dell'autorità centrale. Esso ne determinerà la competenza territoriale. Tuttavia, l'autorità richiedente ha sempre il diritto di rivolgersi direttamente all'autorità centrale.

3. Ogni Stato contraente ha la facoltà, inoltre, di designare una autorità mittente incaricata di centralizzare le domande di notifica provenienti dalle proprie autorità e di trasmetterle alla competente autorità centrale straniera. Gli Stati federali hanno la facoltà di designare più autorità mittenti.

4. Le summenzionate autorità devono essere costituite da servizi ministeriali o da altri servizi ufficiali.

5. Ogni Stato contraente comunicherà, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, la denominazione e l'indirizzo delle autorità designate, conformemente alle disposizioni del presente articolo.

ARTICOLO 3.

(*Domanda di notifica*).

Ogni domanda di notifica viene indirizzata all'autorità centrale dello Stato richiesto. Essa deve essere compilata conformemente al *fac-simile* di modulo allegato alla presente Convenzione, accompagnata dal documento che deve essere notificato. Tali documenti vengono trasmessi in duplice esemplare; la mancata esecuzione di tale formalità non potrà giustificare un rifiuto a dar seguito alla domanda.

ARTICOLO 4.

(*Esenzione dalla legalizzazione*).

La domanda di notifica ed i suoi allegati trasmessi in applicazione della presente Convenzione sono esenti da legalizzazione, da postilla e da ogni equivalente formalità.

ARTICOLO 5.

(*Regolarità della domanda*).

Se l'autorità centrale dello Stato richiesto ritiene che le disposizioni della presente Convenzione non siano state rispettate, ne informa immediatamente l'autorità richiedente, precisando i rilievi articolati nei confronti della domanda.

ARTICOLO 6.

(*Modalità di notifica*).

1. L'autorità centrale dello Stato richiesto procede, ai sensi della presente Convenzione, alla notifica:

a) sia in base alle forme prescritte dalla legislazione dello Stato richiesto per la notifica dei documenti redatti in tale Stato e destinati alle persone che si trovano sul suo territorio;

b) sia in base alla forma particolare richiesta dalla autorità richiedente, purché tale forma non sia incompatibile con la legge dello Stato richiesto.

2. Tranne il caso previsto al comma *b*), del paragrafo 1, del presente articolo, il documento può essere sempre consegnato al destinatario che l'accetti volontariamente.

3. Quando l'autorità richiedente chiede che la notifica sia effettuata entro un termine determinato, l'autorità centrale dello Stato richiesto accede a tale richiesta se tale termine può essere rispettato.

ARTICOLO 7

(*Lingue*)

1 Quando un documento straniero deve essere notificato conformemente al comma *a*) del paragrafo 1 e al paragrafo 2 dell'articolo 6 della presente Convenzione, non viene richiesta la traduzione

2 Tuttavia, in caso di rifiuto di notifica del documento da parte del suo destinatario per il motivo di non conoscere la lingua nella quale esso è redatto, l'autorità centrale dello Stato richiesto fa effettuare la traduzione del documento nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali di tale Stato Essa può, inoltre, richiedere alla autorità richiedente che il documento sia tradotto ed accompagnato da una traduzione nella lingua ufficiale od in una delle lingue ufficiali dello Stato richiesto.

ARTICOLO 8

(*Attestato*)

1. L autorità centrale dello Stato richiesto o l autorità che ha effettuato la notifica redige un attestato conforme al *fac-simile* del modulo allegato alla presente Convenzione. Tale attestato certifica l'esecuzione della domanda Ove occorra, esso precisa il fatto che ne ha impedito l'esecuzione.

2 L'attestato viene indirizzato direttamente all'autorità richiedente dall'autorità che lo ha redatto.

3 L'autorità richiedente può richiedere all'autorità centrale dello Stato richiesto di autenticare un attestato che non sia stato redatto da tale autorità centrale quando l'autenticità di tale attestato venga contestata.

ARTICOLO 9

(*Formule di domanda e d attestato*)

1. Le diciture stampate nel *fac simile* del modulo allegato alla presente Convenzione devono essere redatte in una delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa Esse possono inoltre, essere redatte nella lingua ufficiale od in una delle lingue ufficiali dello Stato dell'autorità richiedente.

2 Gli spazi in bianco corrispondenti a tali diciture devono essere compilati sia nella lingua ufficiale od in una delle lingue ufficiali dello Stato richiesto, sia in una delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 10

(*Notifica da parte dei funzionari consolari*)

1 Ogni Stato contraente ha la facoltà di far procedere direttamente e senza costrizione, i propri funzionari consolari o, se le circostanze lo richiedono i propri agenti diplomatici, alle notifiche dei documenti a persone che si trovino sul territorio di altri Stati contraenti.

2. Ogni Stato può, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, opporsi, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, all'uso di tale facoltà sul proprio territorio nel caso in cui un documento debba essere notificato ad uno dei suoi cittadini o ad un cittadino di uno Stato terzo o ad un apolide. Ogni altro Stato contraente potrà valersi della mancanza di reciprocità.

3. La dichiarazione prevista al paragrafo 2 del presente articolo avrà efficacia al momento dell entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti dello Stato che l'ha formulata. Essa potrà essere ritirata mediante una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro avrà efficacia tre mesi dopo la data di ricezione di tale dichiarazione.

ARTICOLO 11

(*Notifica a mezzo posta*)

1 Ogni Stato contraente ha la facoltà di provvedere direttamente a mezzo posta alle notifiche di documenti a persone che si trovino sul territorio di altri Stati contraenti.

2 Ogni Stato può, al momento della firma o del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, o in ogni momento nei cinque anni che seguiranno l'entrata in vigore della presente Convenzione nei suoi confronti, opporsi, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, in modo generale o parziale, sia a motivo della cittadinanza del destinatario, sia per categoria di determinati documenti, all'uso di tale facoltà sul proprio territorio. Ogni altro Stato contraente potrà valersi della mancanza di reciprocità.

3 La dichiarazione prevista dal paragrafo 2 del presente articolo acquisterà efficacia a seconda dei casi, al momento dell'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti dello Stato che l'ha formulata, o tre mesi dopo la sua ricezione da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Essa potrà essere ritirata completamente o in parte mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro avrà effetto tre mesi dopo la data di ricezione di tale dichiarazione.

ARTICOLO 12.

(*Altre vie di trasmissione*).

1. Ogni Stato contraente ha la facoltà di utilizzare la via diplomatica o consolare per richiedere la notifica di documenti.

2. La presente Convenzione non si oppone a che gli Stati contraenti si accordino per ammettere, ai fini della notifica, vie di trasmissione diverse da quelle previste dagli articoli precedenti ed in particolare la comunicazione diretta tra le loro rispettive autorità.

ARTICOLO 13.

(*Spese*).

1. Quando viene effettuata la notifica di un documento straniero conformemente al comma *a*) del paragrafo 1 e al paragrafo 2 dell'articolo 6 della presente Convenzione, questa non può dar luogo al pagamento o al rimborso di tasse o spese per i servizi dello Stato richiesto.

2. L'autorità richiedente è tenuta a pagare o a rimborsare le spese causate dall'impiego della forma di notifica che essa ha richiesto conformemente al comma *b*) del paragrafo 1 dell'articolo 6.

ARTICOLO 14.

(*Rifiuto di esecuzione*).

1. L'autorità centrale dello Stato richiesto alla quale è stata inviata una domanda di notifica può rifiutarsi di darvi seguito:

a) quando essa ritiene che la materia su cui verte il documento da notificare non costituisce materia amministrativa ai sensi dell'articolo 1 della presente Convenzione;

b) quando essa ritiene che la sua esecuzione sia di natura tale da pregiudicare la sovranità, la sicurezza, l'ordine pubblico ed altri interessi essenziali di tale Stato;

c) quando il destinatario non viene trovato all'indirizzo indicato dall'autorità richiedente e il suo indirizzo non può essere facilmente determinato.

2. In caso di rifiuto, l'autorità centrale dello Stato richiesto ne informa immediatamente l'autorità richiedente indicandone i motivi.

ARTICOLO 15.

(*Termini*).

Quando un documento viene trasmesso per la notifica sul territorio di un altro Stato contraente, il destinatario, nel caso in cui da tale notifica decorre un termine che lo riguarda, deve disporre di un periodo di tempo ragionevole la cui valutazione è di competenza dello Stato richiedente, a partire dal momento della consegna del documento, per essere presente, rappresentato o per procedere ad ogni adempimento che si renda necessario a seconda del caso.

ARTICOLO 16.

(*Altri accordi od intese internazionali*).

Nessuna disposizione della presente Convenzione è suscettibile di pregiudicare gli accordi internazionali e gli altri accordi e intese esistenti o che potranno esistere fra Stati contraenti in materie che siano oggetto della presente Convenzione.

TITOLO II — DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 17.

(*Entrata in vigore della Convenzione*).

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà soggetta alla loro ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese che segue lo spirare di un periodo di tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

3. Essa entrerà in vigore nei confronti di ogni Stato firmatario che la ratificherà, l'accetterà o l'approverà successivamente, il primo giorno del mese che segue lo spirare di un periodo di tre mesi dopo la data del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

ARTICOLO 18.

(*Revisione della Convenzione*).

A richiesta di uno Stato contraente o dopo il terzo anno successivo all'entrata in vigore della presente Convenzione gli Stati

contraenti procederanno ad una consultazione multilaterale in seno alla quale ogni altro Stato membro del Consiglio d'Europa potrà farsi rappresentare da un osservatore, al fine di studiarne l'applicazione, oltre che l'opportunità di effettuarne la revisione o di ampliare alcune delle sue disposizioni.

Tale consultazione avrà luogo nel corso di una riunione convocata dal Segretario Generale del Consiglio d'Europa

ARTICOLO 19

(Adesione di uno Stato non membro del Consiglio d'Europa)

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni Stato non membro ad aderire alla presente Convenzione, con decisione presa a maggioranza di due terzi dei voti espressi, ivi compresa l'unanimità degli Stati contraenti.

2 L'adesione si effettuerà mediante il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che acquisterà efficacia tre mesi dopo la data del deposito stesso

ARTICOLO 20

(Portata territoriale della Convenzione)

1. Ogni Stato può, al momento della firma o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, indicare il territorio o i territori cui si applicherà la presente Convenzione.

2. Ogni Stato può, al momento del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, o in ogni altro momento successivo, estendere l'applicazione della presente Convenzione, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione e di cui assicuri le relazioni internazionali o per il quale sia abilitato a stipulare

3. Ogni dichiarazione fatta in virtù del paragrafo precedente potrà essere ritirata, per quanto concerne ogni territorio designato in tale dichiarazione, mediante notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro avrà effetto sei mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 21

(Riserve alla Convenzione)

Non sarà ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione

ARTICOLO 22

(Denuncia della Convenzione)

1. Ogni Stato contraente potrà per ciò che lo riguarda, denunciare la presente Convenzione inviandone notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La denuncia avrà efficacia il primo giorno del mese che segue lo spirare di un periodo di sei mesi dopo la data di ricezione della notifica da parte del Segretario Generale Tuttavia, la Convenzione continuerà ad applicarsi alle domande di notifica ricevute prima dello spirare di tale termine.

ARTICOLO 23

(Funzioni del depositario della Convenzione)

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e ad ogni Stato che abbia aderito alla presente Convenzione:

a) ogni firma;

b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;

c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione conformemente al suo articolo 17, paragrafi 2 e 3;

d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 1, paragrafi 2, 3 e 4;

e) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 2, paragrafo 5;

f) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 10, paragrafi 2 e 3;

g) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 11, paragrafi 2 e 3;

h) ogni dichiarazione o notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 20, paragrafi 2 e 3;

i) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 22, paragrafo 1, e la data in cui la denuncia prenderà effetto.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione

Fatto a Strasburgo, il 24 novembre 1977, in francese ed inglese, i due testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia conforme a ciascuno degli Stati firmatari ed aderenti.

(Seguono le firme)

ALLEGATO

Fac-simile di modulo
previsto dagli articoli 3, 8 e 9 della Convenzione.

DOMANDA DI NOTIFICA (1)
CONVENZIONE EUROPEA SULLA NOTIFICA ALL'ESTERO
DEI DOCUMENTI IN MATERIA AMMINISTRATIVA (N. ......)

Fatto a ...., il ....

1. - *AUTORITÀ RICHIEDENTE*
QUALITÀ:
INDIRIZZO:
2. - *AUTORITÀ CENTRALE DESTINATARIA*
INDIRIZZO:
3. - *RIF. DELL'AUTORITÀ RICHIEDENTE*:
4. - *OGGETTO DELLA DOMANDA*: Notifica all'estero di un documento in materia amministrativa (documento allegato in duplice esemplare)
5. - *ELEMENTI ESSENZIALI DEL DOCUMENTO* ....

....

....

6. - *DESTINATARIO DEL DOCUMENTO*
a) Cognome (in stampatello) e nomi di battesimo:
b) Ove occorra, dettagli supplementari che permettano l'identificazione del destinatario:
c) Indirizzo:
N. via
Località:
Cantone - Contea - Provincia - Stato:
d) Paese:
7. - *NOTIFICA RICHIESTA*:
a) ☐ Secondo le forme legali dello Stato richiesto (articolo 6, paragrafo 1, sottoparagrafo *a*);
b) ☐ secondo la seguente forma particolare (articolo 6, paragrafo 1, sottoparagrafo *b*) (la traduzione del documento deve essere unita);
c) ☐ se del caso, per semplice consegna (articolo 6, paragrafo 2).

L'autorità centrale destinataria è pregata di voler cortesemente rispedire o far rispedire all'autorità richiedente un esemplare del documento – e dei suoi allegati – con l'attestato che figura a tergo.

Firma e/o timbro

(1) **Lo stampato deve essere redatto in due esemplari, in originale ed in duplicato (articolo 3 della Convenzione).**

RICEVUTA DI RITORNO

8. - *AUTORITÀ RICHIEDENTE* ....
INDIRIZZO ....

ATTESTATO

L'autorità sottoscritta ha l'onore di attestare:

....

9. - ☐ *CHE È STATO DATO SEGUITO ALLA DOMANDA*
Il (data) ....
In (località, via, numero) ....
Nella forma seguente:
A ☐ secondo le forme legali dello Stato richiesto (articolo 6, paragrafo 1, sottoparagrafo *a*);
B ☐ secondo la seguente forma particolare (articolo 6, paragrafo 1, sottoparagrafo *b*);
C ☐ se del caso, mediante semplice consegna (articolo 6, paragrafo 2).

I documenti citati nella domanda sono stati consegnati a (identità della persona e, se del caso, vincoli con il destinatario dell'atto, parentela, subordinazione o altro):

....

10. - ☐ *CHE NON È STATO DATO SEGUITO ALLA DOMANDA*, a motivo dei seguenti fatti:

....

11. - *ALLEGATI*:
A ☐ conto spese
B ☐ documenti attestanti l'esecuzione
C ☐ documenti rispediti

....

12. - *AUTORITÀ RICHIESTA*
designazione del servizio e del reparto.

Fatto a .... il ....

Firma e/o timbro

CONVENTION EUROPÉENNE

sur l'obtention a l'étranger d'informations et de preuves en matière administrative

PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, dans le respect notamment de la prééminence du droit ainsi que les droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Convaincus que la création de moyens appropriés d'entraide administrative contribue à atteindre cet objectif;

Considérant l'importance que revêtent l'amélioration et la simplification des moyens d'obtention d'informations et de preuves en matière administrative,

Sont convenus de ce qui suit

TITRE I — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1

(Champ d'application de la Convention)

1 Les Etats Contractants s'engagent à s accorder l'entraide en matière administrative dans tous les cas où ils seront saisis d'une demande d'assistance conformément aux dispositions de la présente Convention.

2 La présente Convention ne s'applique pas en matière fiscale ni en matière pénale Toutefois, chaque Etat peut, lors de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment ultérieur faire connaître, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'applique, pour les demandes d'assistance qui lui sont adressées, en matière fiscale ainsi qu'à toute procédure visant des infractions dont la répression n'est pas, au moment où l'entraide est demandée, de la compétence de ses autorités judiciaires. Cet Etat pourra indiquer, dans sa déclaration, qu'il se prévaudra du défaut de réciprocité.

3 Chaque Etat peut, lors de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment dans les cinq ans qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, faire connaître, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, les matières administratives pour lesquelles il n'appliquera pas la présente Convention. Tout autre Etat Contractant pourra se prévaloir du défaut de réciprocité

4. Les déclarations prévues aux paragraphes 2 et 3 de cet article prendront effet, selon le cas, au moment de l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat qui les a formulées, ou trois mois après leur réception par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Elles pourront être retirées en tout ou en partie par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe Le retrait prendra effet trois mois après la date de réception de cette déclaration

ARTICLE 2

(Autorité centrale)

1 Chaque Etat Contractant désigne une autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance en matière administrative en provenance d'autorités d'autres Etats Contractants et d'y donner suite. Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs autorités centrales.

2 Chaque Etat Contractant a la faculté de désigner d'autres autorités ayant les mêmes fonctions que l'autorité centrale; il en détermine la competence territoriale Toutefois, l'autorité requérante a toujours le droit de s'adresser directement à l'autorité centrale.

3 Chaque Etat Contractant a la faculté en outre de désigner une autorité expéditrice chargée de centraliser les demandes d'assistance provenant de ses autorités et de les transmettre à l'autorité centrale étrangère compétente Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs autorités expéditrices.

4 Les autorités susmentionnées doivent être des services ministériels ou d'autres services officiels.

5. Chaque Etat Contractant communiquera, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, la dénomination et l'adresse des autorités designées conformément aux dispositions de cet article

ARTICLE 3

(Dispense de légalisation)

La demande d'assistance et ses annexes transmises en application de la présente Convention sont dispensées de légalisation d'apostille et de toute formalité équivalente.

ARTICLE 4.

(*Obligation de répondre*).

Sous réserve des dispositions contraires de la présente Convention, l'autorité centrale de l'Etat requis saisie d'une demande d'assistance a l'obligation d'y donner suite.

ARTICLE 5.

(*Contenu de la demande*).

La demande doit contenir toutes indications nécessaires concernant notamment:

a) l'autorité dont émane la demande;

b) l'objet et le but de la demande;

c) le cas échéant, le nom, la nationalité, l'adresse et éventuellement tous autres éléments d'identification concernant la personne qui doit fournir l'information ou à qui l'information ou le document demandé se réfère.

ARTICLE 6.

(*Régularité de la demande*).

Si l'autorité centrale de l'Etat requis estime que les dispositions de la présente Convention n'ont pas été respectées, elle en informe immédiatement l'autorité requérante en précisant les griefs articulés à l'encontre de la demande.

ARTICLE 7.

(*Refus d'exécution*).

1. L'autorité centrale de l'Etat requis saisie d'une demande d'assistance peut refuser d'y donner suite lorsqu'elle estime que:

a) la matière sur laquelle porte la demande n'est pas une matière administrative au sens de l'article 1 de la présente Convention;

b) l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de cet Etat;

c) l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte aux droits fondamentaux ou aux intérêts essentiels de la personne à qui se réfère l'information demandée, ou que la demande porte sur des informations confidentielles qui ne peuvent pas être divulguées;

d) son droit ou ses usages internes s'opposent à l'assistance demandée.

2. En cas de refus, l'autorité centrale de l'Etat requis en informe immédiatement l'autorité requérante et lui indique les motifs.

ARTICLE 8.

(*Frais*).

Sous réserve des dispositions des articles 18 et 21, la réponse à la demande d'assistance ne donne pas lieu au remboursement de frais en relation avec les services prêtés par l'Etat requis.

ARTICLE 9.

(*Langues*).

1. La demande d'assistance et ses annexes sont rédigées dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat requis ou accompagnées d'une traduction dans cette langue.

2. Toutefois, chaque autorité centrale doit accepter la demande d'assistance rédigée dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues, à mains qu'elle ne s'y oppose pour des raisons propres ou cas particulier.

3. La réponse est rédigée dans la langue officielle ou l'une des langues officielles de l'Etat requis, du Conseil de l'Europe ou de l'Etat requérant.

ARTICLE 10.

(*Délai et transmission de la réponse*).

1. La réponse à une demande d'assistance est fournie aussi rapidement que possible. Toutefois, si l'élaboration de la demande exige un long délai, l'autorité centrale de l'Etat requis en avise l'autorité qui l'a saisie en précisant, si possible, la date approximative à laquelle la réponse pourra être communiquée.

2. La réponse à la demande d'assistance est expédiee a l'autorité requérante.

ARTICLE 11.

(*Transmission par la voie diplomatique ou consulaire*).

Chaque Etat Contractant a la faculté d'utiliser la voie diplomatique ou consulaire pour transmettre les demandes d'assistance à l'autorité centrale compétente d'un autre Etat Contractant.

ARTICLE 12

(Autres accords et arrangements internationaux)

Aucune disposition de la presente Convention ne portera atteinte aux accords internationaux et aux autres arrangements et pratiques qui existent ou qui pourrant exister entre des Etats Contractants dans des matières faisant l'objet de la présente Convention.

TITRE II — DEMANDES D'INFORMATIONS DE DOCUMENTS ET D'ENQUÊTES

ARTICLE 13

(Demandes d'informations sur le droit les règlements et les usages)

Les Etats Contractants s'engagent à se fournir des informations concernant leur droit, leurs règlements et leurs usages en matière administrative lorsque la demande en est faite dans un intérêt administratif par une autorité de l'Etat requérant

ARTICLE 14

(Demandes d'informations sur les faits et demandes de documents)

Les Etats Contractants s engagent à se fournir des informations de fait dont ils disposent en matière administrative et à délivrer des expéditions, des copies ou des extraits de documents administratifs lorsque la demande en est faite dans un intérêt administratif par une autorité de l'Etat requérant.

ARTICLE 15

(Demandes d enquêtes)

Lorsque la demande est faite dans un intérêt administratif par une autorite de l'Etat requérant les Etats Contractants s'engagent à y donner suite par de enquêtes ou toute autre procédure, selon les formes prévues ou admises par la législation ou les usages de l'Etat requis et sans employer de moyens de contrainte

ARTICLE 16

(Spécialité de l'objet de la demande)

1. A la demande de l autorité centrale de l'Etat requis, l'autorité requérante ne peut utiliser les renseignements ou les documents qui lui ont été fournis en application de la présente Convention à d'autres fins que celles qui ont été précisées dans sa demande d'assistance

2. Tout Etat peut à tout moment, formuler une réserve au sujet des dispositions du paragraphe 1 de cet article dans la mesure où sa législation en matière de publicité des dossiers administratifs ne lui permet pas de s y conformer

3 L autorité centrale de l Etat requis peut à l'occasion de chaque cas, refuser de donner suite à une demande émanant d'une autorité d'un Etat qui a formulé une telle réserve

ARTICLE 17

(Autorité habilitée à répondre)

1 L'autorité centrale de l Etat requis saisie d'une demande peut, soit formuler elle-même la réponse si elle est compétente, soit transmettre la demande à l'autorité compétente pour formuler la réponse.

2 L'autorité centrale de l'Etat requis a la faculté, dans des cas appropriés ou pour des raisons d'organisation administrative, avec l'agrément de l'autorité requérante de transmettre la demande d'informations sur le droit visée à l'article 13 à un organisme privé ou à un juriste qualifié qui formulera la réponse.

ARTICLE 18

(Frais spéciaux)

1 Les sommes dues aux experts et aux interprètes qui ont prêté leur concours pour donner suite à la demande sont à la charge de l'Etat requérant

2. Il en est de même lorsque la réponse à la demande d'informations sur le droit visée à l'article 13 a été formulée, avec l'agrément de l'autorité requérante, par un organisme privé ou par un juriste qualifié.

TITRE III — COMMISSIONS ROGATOIRES EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE

ARTICLE 19

(Mesures d'instruction)

1. Une juridiction administrative ou toute autorité qui exerce des fonctions juridictionnelles en matière administrative dans l'un

des Etats Contractants peut, conformément aux dispositions de la législation dudit Etat, demander par commission rogatoire à l'autorité centrale d'un autre Etat Contractant de faire procéder par l'autorité compétente à une mesure d'instruction, à condition qu'une telle procédure soit admise pour le cas d'espèce dans l'Etat requis.

2. Une mesure d'instruction ne peut pas être demandée pour permettre aux parties d'obtenir des moyens de preuves qui ne seraient pas destinés à être utilisés dans une procédure engagée ou future.

3. L'exécution de la commission rogatoire peut être refusée dans la mesure ou, dans l'Etat requis, elle ne rentre pas dans la compétence d'une juridiction administrative ou d'une autre autorité qui exerce des fonctions juridictionnelles en matière administrative.

Article 20.

(Loi applicable et forme déterminée).

1. L'autorité qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire applique son droit interne en ce qui concerne les formes à suivre et les moyens de contrainte à appliquer.

2. Toutefois, il est déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme déterminée lorsque celle-ci n'est pas incompatible avec la loi et les usages de l'Etat requis, notamment en ce qui concerne la communication aux parties intéressées de la date et du lieu où il sera procédé a la mesure requise.

3. La commission rogatoire n'est pas exécutée pour autant que la personne qu'elle vise invoque une dispense ou une interdiction de déposer établies:

a) soit par la loi de l'Etat requis;

b) soit par la loi de l'Etat requérant et spécifiées dans la commission rogatoire ou, le cas échéant, attestées par l'autorité requérante à la demande de l'autorité requise.

Article 21.

(Frais spéciaux).

Les sommes dues aux experts et aux interprètes prêtant leur concours à l'exécution de la commission rogatoire sont à la charge de l'Etat requérant. Il en est de même lorsque la demande d'appliquer une forme déterminée de procédure occasionne des frais spéciaux.

Article 22.

(Exécution par la voie diplomatique ou consulaire).

Les dispositions du présent Titre n'excluent pas la faculté pour les Etats Contractants de faire exécuter directement par leurs agents diplomatiques ou leurs fonctionnaires consulaires des mesures d'instruction si l'Etat sur le territoire duquel la mesure d'instruction doit être exécutée ne s'y oppose pas.

TITRE IV — DISPOSITIONS FINALES

Article 23.

(Entrée en vigueur de la Convention).

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois aprés la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 24.

(Révision de la Convention).

A la demande d'un Etat Contractant ou après la troisième année qui suit l'entrée en vigueur de la présente Convention, les Etats Contractants procéderont à une consultation multilatérale, à laquelle tout autre Etat membre du Conseil de l'Europe pourra se faire représenter par un observateur, en vue d'examiner son application, ainsi que l'opportunité de sa révision ou d'un élargissement de certaines de ses dispositions. Cette consultation aura lieu au cours d'une réunion convoquée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 25

(Adhésion d'un Etat non membre du Conseil de l'Europe)

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité des deux tiers des voix exprimées y compris l'unanimité des Etats Contractants.

2 L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

ARTICLE 26

(Portée territoriale de la Convention)

1 Tout Etat pourra au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat pourra au moment du dépôt de son instrument de ratification, d acceptation, d'approbation ou d adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la déclaration de retrait par le Secrétaire Genéral du Conseil de l'Europe

ARTICLE 27

(Réserves à la Convention)

1. Les dispositions de la présente Convention ne peuvent faire l objet d'aucune autre réserve que celle prévue à l'article 16 paragraphe 2.

2 L Etat Contractant qui fera usage de la réserve prévue à l article 16, paragraphe 2 pourra la retirer au moyen d'une déclaration adressée au Secretaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

ARTICLE 28

(Dénonciation de la Convention)

1. Tout Etat Contractant pourra en ce qui le concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l Europe.

2 La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général Toutefois, la Convention continuera à s'appliquer aux demandes reçues avant l'expiration de ce délai.

ARTICLE 29

(Fonctions du dépositaire de la Convention)

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat avant adhéré à la présente Convention:

a) toute signature

b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformement a son article 23, paragraphes 2 et 3;

d) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 1, paragraphes 2, 3 et 4;

e) toute déclaration reçue en application des dispositions de l article 2, paragraphe 5;

f) toute réserve formulée en application des dispositions de l'article 16 paragraphe 2;

g) toute déclaration reçue en application des dispositions de l article 26 paragraphes 2 et 3;

h) le retrait de tout réserve effectué en application des dispositions de l article 27, paragraphe 2;

i) toute notification recue en application de l'article 28, paragraphe 1.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet ont signé la présente Convention

Fait à Strasbourg, le 15 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique
ANDRÉ VRANKEN

Pour le Gouvernement de la République de Chypre

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark

Pour le Gouvernement de la République française

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne
ALEXANDER HAMPE

Pour le Gouvernement de la République hellénique

Pour le Gouvernement de la République islandaise

Pour le Gouvernement d'Irlande

Pour le Gouvernement de la République italienne
MARCO PISA

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement de Malte

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège

Pour le Gouvernement de la République portugaise
JOAO CARLOS DE FREITAS CRUZ

Pour le Gouvernement du Royaume de l'Espagne

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse
ALFRED WACKER

Pour le Gouvernement de la République turque
SEMIH GÜNVER

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE EUROPEA

sull'ottenimento all'estero di informazioni e di prove in materia amministrativa

PREAMBOLO

Gli Stati membri del *Consiglio* d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

considerando che fine del Consiglio d'Europa è la realizzazione di una più stretta unione tra i suoi membri, nel rispetto soprattutto della preminenza del diritto nonché dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali;

convinti che la creazione di mezzi adeguati di aiuto reciproco in materia amministrativa contribuisce al raggiungimento di tale obiettivo;

considerando l'importanza che rivestono il miglioramento e la semplificazione dei mezzi per ottenere informazioni e prove in materia amministrativa,

hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 1.

(Campo di applicazione della Convenzione).

1. Gli Stati contraenti si impegnano a concedersi reciprocamente assistenza in materia amministrativa in tutti i casi in cui saranno investiti di una domanda di assistenza in conformità alle disposizioni della presente Convenzione.

2. La presente Convenzione non si applica in materia fiscale né in materia penale. Tuttavia, ciascuno Stato può, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, o in ogni momento successivo, far conoscere, mediante dichiarazione indirizzata al Se-

gretario generale del Consiglio d'Europa, che la presente Convenzione si applica, per le domande di assistenza che gli vengono indirizzate, in materia fiscale nonché nei procedimenti che contemplano infrazione la cui repressione non rientra, al momento in cui è chiesta l'assistenza, nella competenza delle proprie autorità giudiziarie. Detto Stato potrà indicare, nella propria dichiarazione, che farà valere la mancanza di reciprocità.

3 Ciascuno Stato può, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, o in ogni momento nell'arco di cinque anni che seguono l'entrata in vigore della presente Convenzione nei suoi confronti, far conoscere, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, le materie amministrative alle quali non si applicherà la presente Convenzione. Ogni altro Stato contraente potrà avvalersi della mancanza di reciprocità.

4. Le dichiarazioni previste ai paragrafi 2 e 3 del presente articolo diverranno efficaci, a seconda dei casi, al momento dell'entrata in vigore della Convenzione nei riguardi dello Stato che le ha formulate, ovvero tre mesi dopo il loro ricevimento da parte del Segretario generale del Consiglio d'Europa. Esse potranno essere ritirate in tutto o in parte mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa. Il ritiro avrà effetto tre mesi dopo la data di ricevimento della dichiarazione.

ARTICOLO 2

(Autorità centrale)

1 Ciascuno Stato contraente designa un'autorità centrale incaricata di ricevere le domande di assistenza in materia amministrativa provenienti da autorità di altri Stati contraenti e di darvi seguito Gli Stati federali hanno facoltà di designare più autorità centrali

2 Ciascuno Stato contraente ha la facoltà di designare altre autorità che hanno le stesse funzioni dell'autorità centrale; esso ne determinerà la competenza territoriale Tuttavia, l'autorità richiedente ha sempre il diritto di rivolgersi direttamente all'autorità centrale.

3 Ciascuno Stato contraente ha la facoltà, inoltre, di designare un'autorità mittente incaricata di centralizzare le domande di assistenza provenienti dalle proprie autorità e di trasmetterle all'autorità centrale straniera competente. Gli Stati federali hanno la facoltà di designare più autorità mittenti.

4 Le autorità summenzionate debbono essere costituite da servizi ministeriali o da altri servizi ufficiali

5 Ciascuno Stato contraente comunicherà mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, la denominazione e l'indirizzo delle autorità designate in conformità alle disposizioni del presente articolo.

ARTICOLO 3

(Esenzione dalla legalizzazione)

La domanda di assistenza e gli atti allegati trasmessi in applicazione della presente Convenzione sono esenti da legalizzazione, da postilla e da ogni formalità equivalente.

ARTICOLO 4

(Obbligo di rispondere)

Salvo disposizioni contrarie della presente Convenzione, l'autorità centrale dello Stato richiesto investito di una domanda di assistenza ha l'obbligo di darvi seguito

ARTICOLO 5

(Contenuto della domanda)

La domanda deve contenere tutte le indicazioni necessarie riguardanti in particolare:

a) l'autorità da cui promana la domanda

b) l'oggetto e lo scopo della domanda;

c) se del caso, il nome, la cittadinanza, l'indirizzo ed eventualmente ogni altro elemento di identificazione concernente la persona che deve fornire l'informazione o alla quale l'informazione o il documento richiesto si riferisce

ARTICOLO 6

(Regolarità della domanda)

Se l'autorità centrale dello Stato richiesto ritiene che le disposizioni della presente Convenzione non sono state rispettate, ne informa immediatamente l'autorità richiedente precisando in maniera articolata i motivi che si oppongono alla domanda.

ARTICOLO 7.

(Rifiuto di esecuzione).

1. L'autorità centrale dello Stato richiesto investita di una domanda di assistenza può rifiutare di darvi seguito ove ritenga che:

a) la materia sulla quale verte la domanda non è materia amministrativa ai sensi dell'articolo 1 della presente Convenzione;

b) l'esecuzione della domanda è tale da arrecare pregiudizio alla sovranità, alla sicurezza, all'ordine pubblico o ad altri interessi essenziali di tale Stato;

c) l'esecuzione della domanda è tale da arrecare pregiudizio ai diritti fondamentali o agli interessi essenziali della persona alla quale si riferisce l'informazione richiesta, ovvero la domanda verte su informazioni confidenziali che non possono essere divulgate;

d) il proprio diritto e i propri usi interni si oppongono all'assistenza richiesta.

2. In caso di rifiuto, l'autorità centrale dello Stato richiesto ne informa immediatamente l'autorità richiedente e ne indica i motivi.

ARTICOLO 8.

(Spese).

Salvo quanto disposto dagli articoli 18 e 21, la risposta alla domanda di assistenza non dà luogo a rimborso di spese in relazione ai servizi prestati dallo Stato richiesto.

ARTICOLO 9.

(Lingue).

1. La domanda di assistenza e i relativi allegati sono redatti nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali dello Stato richiesto o accompagnate da una traduzione in tale lingua.

2. Tuttavia, ciascuna autorità centrale deve accettare la domanda di assistenza redatta in una delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa o accompagnata da una traduzione in una di tali lingue, a meno che non vi si opponga per motivi inerenti al caso particolare.

3. La risposta è redatta nella lingua ufficiale o in una delle lingue ufficiali dello Stato richiesto o del Consiglio d'Europa o dello Stato richiedente.

ARTICOLO 10.

(Termine e trasmissione della risposta).

1. La risposta a una domanda di assistenza è fornita quanto prima possibile. Tuttavia se l'espletamento della richiesta esige un lungo termine, l'autorità centrale dello Stato richiesto ne informa l'autorità che ha inoltrato la domanda precisando, se possibile, la data approssimativa entro la quale la risposta potrà essere comunicata.

2. La risposta alla domanda di assistenza è inviata all'autorità richiedente.

ARTICOLO 11.

(Trasmissione per via diplomatica o consolare).

Ciascuno Stato contraente ha la facoltà di avvalersi della via diplomatica o consolare per trasmettere le domande di assistenza alla competente autorità centrale di un altro Stato contraente.

ARTICOLO 12.

(Altri accordi e strumenti internazionali).

Nessuna disposizione della presente Convenzione pregiudicherà gli accordi internazionali e gli altri strumenti e consuetudini esistenti o che potranno esistere tra Stati contraenti in materie che sono oggetto della presente Convenzione.

TITOLO II

RICHIESTE DI INFORMAZIONI, DI DOCUMENTI E DI ACCERTAMENTI

ARTICOLO 13.

(Richieste di informazioni sul diritto, sui regolamenti e sugli usi).

Gli Stati contraenti si impegnano a fornirsi informazioni concernenti il loro diritto, i loro regolamenti e i loro usi in materia amministrativa qualora ne sia fatta domanda per un interesse amministrativo da parte di un'autorità dello Stato richiedente.

ARTICOLO 14

(Richieste di informazioni sui fatti e richieste di documenti)

Gli Stati contraenti si impegnano a fornirsi informazioni di fatto di cui dispongono in materia amministrativa e a rilasciare copie autentiche, copie od estratti di documenti amministrativi qualora ne sia fatta domanda per un interesse amministrativo da parte di un'autorità dello Stato richiedente.

ARTICOLO 15

(Richieste di accertamenti)

Quando la domanda è fatta per un interesse amministrativo da un'autorità dello Stato richiedente, gli Stati contraenti si impegnano a darvi seguito compiendo accertamenti o mettendo in atto ogni altra procedura, secondo le forme previste o consentite dalle legislazioni o dagli usi dello Stato richiesto e senza ricorrere a mezzi di coercizione.

ARTICOLO 16

(Specialità dell'oggetto della richiesta)

1. Su richiesta dell'autorità centrale dello Stato richiesto, l'autorità richiedente non può utilizzare le informazioni o i documenti che le sono stati forniti in applicazione della presente Convenzione per fini diversi da quelli che sono stati precisati nella sua domanda di assistenza.

2 Ogni Stato può, in qualunque momento formulare una riserva riguardo alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo nella misura in cui la sua legislazione in materia di pubblicità delle pratiche amministrative non gli permette di uniformarvisi

3 L'autorità centrale dello Stato richiesto può, di volta in volta, rifiutare di dar seguito a una domanda che proviene da uno Stato che ha formulato una siffatta riserva

ARTICOLO 17

(Autorità qualificata a rispondere)

1. L autorità centrale dello Stato richiesto investita di una domanda può formulare essa stessa la risposta, ove sia competente, ovvero trasmettere la domanda all'autorità competente a formulare la risposta.

2 L autorità centrale dello Stato richiesto ha facoltà, nei casi opportuni o per motivi di organizzazione amministrativa, con il gradimento dell autorità richiedente di trasmettere la richiesta di informazioni sul diritto contemplata all articolo 13 ad un ente privato o a un giurista qualificato che formulerà la risposta.

ARTICOLO 18

(Spese speciali)

1 Le somme dovute ai periti o agli interpreti che hanno prestato la loro opera per dar seguito alla domanda sono a carico dello Stato richiedente.

2 Lo stesso dicasi quando la risposta alla richiesta di informazioni sul diritto contemplata nell'articolo 13 è stata formulata, col gradimento dell'autorità richiedente, da un ente privato o da un giurista qualificato.

TITOLO III

ROGATORIE IN MATERIA AMMINISTRATIVA

ARTICOLO 19

(Misure istruttorie)

1. Un autorità giurisdizionale amministrativa od ogni autorità che eserci i funzioni giurisdizionali in materia amministrativa in uno degli Stati contraenti può, in conformità alle disposizioni della legislazione di detto Stato, chiedere mediante rogatoria all'autorità centrale di un altro Stato contraente di far procedere da parte dell'autorità competente ad una misura istruttoria, a condizione che tale procedura sia consentita nel caso di specie nello Stato richiesto.

2. Una misura istruttoria non può essere chiesta per consentire alle parti di ottenere dei mezzi di prova che non sarebbero destinati ad essere utilizzati in un procedimento promosso o da promuovere.

3 L'esecuzione della rogatoria può essere rifiutata nel caso in cui, nello Stato richiesto, essa non rientri nella competenza di un'autorità giurisdizionale amministrativa o di un'altra autorità che esercita funzioni giurisdizionali in materia amministrativa.

ARTICOLO 20

(Legge applicabile e forma determinata)

1 L autorità che procede all'esecuzione di una rogatoria applica il proprio diritto interno per quanto concerne le forme da seguire e i mezzi di coercizione da applicare.

2. Tuttavia, si tiene conto della domanda dell'autorità richiedente tendente a che si proceda secondo una forma determinata quando tale forma non sia incompatibile con la legge e con gli usi dello Stato richiesto, in particolare per quanto concerne la comunicazione alle parti interessate della data e del luogo in cui si procederà alla misura richiesta.

3. La rogatoria non viene eseguita ove la persona interessata invochi una dispensa o un divieto di deporre stabiliti:

a) o dalla legge dello Stato richiesto;

b) o dalla legge dello Stato richiedente e specificati nella rogatoria ovvero, eventualmente, attestati dall'autorità richiedente a domanda dell'autorità richiesta.

ARTICOLO 21.

(*Spese speciali*).

Le somme dovute ai periti e agli interpreti che prestano la loro opera nell'esecuzione della rogatoria sono a carico dello Stato richiedente. Lo stesso dicasi quando la domanda di applicare una forma determinata di procedura comporti delle spese particolari.

ARTICOLO 22.

(*Esecuzione per via diplomatica o consolare*).

Le disposizioni del presente titolo non escludono la facoltà per gli Stati contraenti di far eseguire direttamente dai loro agenti diplomatici o dai loro funzionari consolari delle misure istruttorie se lo Stato sul territorio del quale la misura istruttoria deve essere eseguita non vi si oppone.

TITOLO IV
DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 23.

(*Entrata in vigore della Convenzione*).

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà soggetta a ratifica, accettazione od approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione od approvazione saranno depositati presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese seguente lo scadere di un periodo di tre mesi a partire dalla data del deposito del terzo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

3. Essa entrerà in vigore nei riguardi di ciascuno Stato firmatario che la ratificherà, l'accetterà o l'approverà successivamente, il primo giorno del mese seguente lo scadere di un periodo di tre mesi successivo alla data di deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

ARTICOLO 24.

(*Revisione della Convenzione*).

A richiesta di uno degli Stati contraenti o dopo il terzo anno successivo all'entrata in vigore della presente Convenzione,[1] gli Stati contraenti procederanno ad una consultazione multilaterale, in seno alla quale ogni altro Stato membro del Consiglio d'Europa potrà farsi rappresentare da un osservatore, al fine di esaminare la sua applicazione, nonché l'opportunità della sua revisione o di un allargamento di talune sue disposizioni. Tale consultazione avrà luogo nel corso di una riunione convocata dal Segretario generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 25.

(*Adesione di uno Stato non membro del Consiglio d'Europa*).

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni Stato non membro ad aderire alla presente Convenzione, mediante decisione presa a maggioranza di due terzi dei voti espressi ivi compresa l'unanimità degli Stati contraenti.

2. L'adesione si farà mediante deposito presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione e acquisterà efficacia tre mesi dopo la data del suo deposito.

ARTICOLO 26.

(*Portata territoriale della Convenzione*).

1. Ogni Stato potrà, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o di adesione, designare il o i territori ai quali la presente Convenzione si applicherà.

2. Ogni Stato potrà, al momento del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione,

o in ogni altro momento successivo, estendere l'applicazione della presente Convenzione, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione e del quale esso assicura le relazioni internazionali o per il quale è autorizzato a stipulare.

3 Ogni dichiarazione fatta in virtù del paragrafo precedente potrà essere ritirata. Il ritiro avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della dichiarazione di ritiro da parte del Segretario generale del Consiglio d'Europa

Articolo 27

(Riserve alla Convenzione)

1 Le disposizioni della presente Convenzione non possono essere oggetto di alcuna riserva diversa da quella prevista all'articolo 16, paragrafo 2

2. Lo Stato contraente che si avvarrà della riserva prevista all'articolo 16, paragrafo 2, potrà ritirarla mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, e avrà effetto a partire dalla data in cui sarà ricevuta.

Articolo 28

(Denuncia della Convenzione)

1. Ogni Stato contraente potrà, per quanto lo riguarda, denunciare la presente Convenzione indirizzando una notificazione al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

2 La denuncia acquisterà efficacia sei mesi dopo la data di ricevimento della notificazione da parte del Segretario generale Tuttavia, la Convenzione continuerà ad applicarsi alle domande ricevute prima dello scadere di detto termine.

Articolo 29

(Funzioni del depositario della Convenzione)

Il Segretario generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa e ad ogni Stato che ha aderito alla presente Convenzione:

a) ogni firma;

b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;

c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità all'articolo 23 (paragrafi 2 e 3);

d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 1 paragrafi 2, 3 e 4;

e) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 2, paragrafo 5;

f) ogni riserva formulata in applicazione delle disposizioni dell'articolo 16, paragrafo 2;

g) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 26, paragrafi 2 e 3;

h) il ritiro di ogni riserva effettuato in applicazione delle disposizioni dell'articolo 27 paragrafo 2;

i) ogni notificazione ricevuta in applicazione dell'articolo 28, paragrafo 1

In fede di che, i sottoscritti, debitamente all'uopo autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione

Fatto a Strasburgo, il 15 marzo 1978 in lingua francese ed inglese entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato nell'archivio del Consiglio d'Europa. Il Segretario generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia munita di certificazione di conformità a ciascuno degli Stati firmatari ed aderenti.

(Seguono le firme)

LEGGE 21 marzo 1983, n. **150**.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di modifica dell'allegato allo statuto della Scuola europea del 12 aprile 1957 relativo al regolamento della licenza liceale europea, firmato a Lussemburgo il 19 giugno 1978.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo di modifica dell'allegato allo statuto della Scuola europea del 12 aprile 1957 (legge 3 gennaio 1960, n. 102) relativo al regolamento della licenza liceale europea, firmato a Lussemburgo il 19 giugno 1978.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 3 dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 21 marzo 1983

PERTINI

FANFANI — COLOMBO — FALCUCCI

Visto, *il Guardasigilli:* DARIDA

ACCORDO

che modifica l'allegato allo Statuto della Scuola europea relativo al Regolamento della licenza liceale europea

GLI STATI FIRMATARI dello Statuto della Scuola europea approvato il 12 aprile 1957 a Lussemburgo

Debitamente rappresentati da

il Sig Joseph Michel	Ministro della Pubblica Istruzione del Regno del Belgio
il Sig Vagn Ditlev Larsen,	Incaricato d affari a i. del Regno di Danimarca e Lussemburgo
il Sig Heinz Werner Mayer-Lohse,	Ambasciatore della Repubblica Fe derale Tedesca a Lussemburgo
il Sig Camille d Ornano	Ambasciatore della Repubblica Francese a Lussemburgo
il Sig Valentin Iremonger,	Ambasciatore d'Irlanda a Lussemburgo
Il Sig Pietro Calamia,	Ministro plenipotenziario, Rappre sentante permanente aggiunto della Repubblica Italiana presso le Comunità Europee
il Sig Gaston Thorn	Capo del Governo Ministro degli Affari Esteri e del Commercio Estero del Granducato del Lussemburgo
il Sig Robert Krieps	Ministro della Pubblica Istruzione del Granducato del Lussemburgo
il Sig William Victor Cohen Stuart,	Ambasciatore del Regno dei Paesi Bassi a Lussemburgo
il Sig Patrick R H Wright CMG,	Ambasciatore del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord a Lussemburgo.

NELL INTENTO di modificare il Regolamento della licenza liceale europea adottato a Lussemburgo il 15 luglio 1957 e allegato allo Statuto della Scuola europea,

HANNO CONVENUTO quanto segue

ARTICOLO 1

Il Regolamento della licenza liceale europea, adottato il 15 luglio 1957 a Lussemburgo e allegato allo Statuto della Scuola europea, è modificato secondo le disposizioni dell'allegato del presente Accordo.

ARTICOLO 2

Il presente Accordo dovrà essere ratificato Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Governo lussemburghese

ARTICOLO 3

Il presente Accordo entrerà in vigore alla data del deposito del quinto strumento di ratifica

ARTICOLO 4

Il Governo lussemburghese notificherà alle parti contraenti dello Statuto della Scuola europea ogni firma e ogni deposito di strumento di ratifica nonché la data dell'entrata in vigore del presente Accordo.

Il presente Accordo redatto in un unico esemplare nelle lingue danese, francese, inglese, italiana, olandese e tedesca, che fanno parimenti fede sarà depositato negli archivi del Governo lussemburghese, che ne rimetterà copia certificata conforme a ciascuna delle parti contraenti.

IN FEDE DI CHI, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Accordo.

Fatto a Lussemburgo addì 19 giugno 1978

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique

Voor de Regering van het Koninkrijk België

(s) JOSEPH MICHEL

På Kongeriget Danmarks vegne

(s) VAGN DITLEV LARSEN

Für die Regierung der Bundesrepublik Deutschland:

(s.) HEINZ-WERNER MEYER-LOHSE

Pour le Gouvernement de la République française:

(s.) CAMILLE D'ORNANO

For the Government of Ireland:

(s.) VALENTIN IREMONGER

Per il Governo della Repubblica italiana:

(s.) PIETRO CALAMIA

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

(s.) GASTON THORN

(s.) ROBERT KRIEPS

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden:

(s.) WILLIAM VICTOR COHEN STUART

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) PATRICK R H WRIGHT CMG

ALLEGATO.

Ai sensi dell'articolo I dell'Accordo, gli articoli del Regolamento della licenza liceale europea sono modificati nel modo seguente:

Articolo I.

Il secondo comma dell'articolo 3 è così modificato:

« La Commissione esaminatrice potrà decidere di organizzare una sessione straordinaria secondo le modalità stabilite dal Consiglio superiore, nel caso in cui uno o più alunni non abbiano potuto presentarsi alla sessione ordinaria per ragioni di forza maggiore ».

Articolo II.

I paragrafi 1, 2 e 3 dell'articolo 5 sono così modificati:

« 1) Le prove della licenza liceale europea si svolgono sulle materie insegnate nel *settimo anno di studi*, secondo il programma dello stesso anno;

2) Per valutare i risultati dei candidati, la Commissione esaminatrice prende in considerazione gli elementi seguenti:

— il voto preliminare;

— le prove finali;

3) Le prove finali sono in parte scritte e in parte orali. I voti sono espressi con cifre da 1 a 10; 10 rappresenta il voto più elevato. Per ciascuna prova viene assegnato un coefficiente ».

Articolo III.

L'articolo 6 è così modificato:

« Le prove scritte comprendono:

1) Per tutte le sezioni, col coefficiente 2,5:

— un componimento letterario nella lingua materna dell'allievo su un argomento scelto dall'allievo fra tre argomenti a lui proposti;

2) inoltre:

a) per la sezione latino-greco:

— col coefficiente 3: una versione latina;

— col coefficiente 2 una versione greca;

— col coefficiente 1,5 a scelta, una delle tre prove seguenti

i) un componimento di filosofia su un argomento scelto dall'allievo fra tre argomenti a lui proposti,

ii) un componimento nella seconda lingua,

iii) una prova di matematica

b) per la sezione latino-lingue moderne

— col coefficiente 3 una versione latina;

— col coefficiente 2 un componimento nella seconda lingua

— col coefficiente 1,5 a scelta, una delle tre prove seguenti

i) un componimento di filosofia su un argomento scelto dall'allievo fra tre argomenti a lui proposti,

ii) un componimento in una terza lingua,

iii) una prova di matematica;

c) per la sezione latino-matematica scienze

— col coefficiente 3 una prova di matematica;

— col coefficiente 2 una prova di fisica;

— col coefficiente 1,5 a scelta una delle tre prove seguenti

i) una versione latina,

ii) un componimento di filosofia su un argomento scelto dall'allievo fra tre argomenti a lui proposti,

iii) un componimento nella seconda lingua;

d) per la sezione lingue moderne matematica scienze

— col coefficiente 3 una prova di matematica;

— col coefficiente 2 una prova di fisica;

— col coefficiente 1,5 a scelta una delle tre prove seguenti

i) un componimento nella seconda lingua,

ii) un prova di biologia,

iii) un componimento di filosofia su un argomento scelto dall'allievo fra tre argomenti a lui proposti;

e) per la sezione scienze economiche e sociali

— col coefficiente 3 una prova di economia;

— col coefficiente 2 una prova di statistica;

— col coefficiente 1 5 a scelta, una delle tre prove seguenti

i) un componimento di filosofia su un argomento scelto dall'allievo fra tre argomenti a lui proposti,

ii) un componimento nella seconda lingua,

iii) una prova di sociologia »

Articolo IV

L'articolo 7 è così modificato

« Le prove orali comprendono

— col coefficiente 1 5 un'interrogazione nella lingua materna;

— col coefficiente 1 5 un'interrogazione nella seconda lingua;

— col coefficiente 1,5 un'interrogazione di storia o di geografia. La scelta tra queste due materie è fatta mediante estrazione a sorte prima dell'inizio delle prove finali;

— col coefficiente 1 5 un'interrogazione su una materia di carattere scientifico che non è stata oggetto delle prove scritte ».

Articolo V

L'articolo 8 è così modificato

« *a*) Alla Commissione esaminatrice è sottoposta per ciascun allievo una distinta dei voti da lui riportati per materia nel corso dell'ultimo anno di studi. Anche le copie delle prove trimestrali sono tenute a sua disposizione.

b) Il voto preliminare che risulta da due elementi di pari importanza

1) i voti di classe;

2) i voti delle prove trimestrali

è ripreso per due quinti nella media finale

1 Il voto di classe è fissato per ogni disciplina sulla base

a) dell'attività orale e scritta dell'alunno in classe;

b) del lavoro e dei progressi dell'alunno Si terrà conto anche dei compiti fatti a casa

2 Il voto delle prove trimestrali è stabilito sulla base di componimenti scritti e di prove parziali, scritte od orali, su argomenti rientranti in uno o due periodi di corso

I componimenti scritti di numero ridotto che si svolgono nel secondo trimestre, vengono armonizzati per quanto è possibile in ogni singola scuola

Per le discipline che non sono oggetto di componimenti tradizionali vengono sostenute prove parziali nel corso dei tre trimestri dell'ultimo anno

Tabella dei componimenti scritti del secondo trimestre:

Serie	Materie
I (LG)	Lingua materna, filosofia, prima lingua straniera e matematica.
II (LL)	Lingua materna, filosofia, seconda lingua straniera e matematica.
III (LM)	Lingua materna, filosofia, latino, prima lingua straniera.
IV (Mod.)	Lingua materna, filosofia, prima lingua straniera e chimica.
V (Sc. ec.)	Lingua materna, filosofia, prima lingua straniera e sociologia ».

Articolo VI.

L'articolo 9 è così modificato:

« 1) Fanno parte della Commissione esaminatrice:

— il Presidente, i vicepresidenti;

— esaminatori venuti dagli Stati membri, designati dal Consiglio superiore;

— il Direttore della scuola;

— i professori dell'ultimo anno che insegnano le discipline previste agli articoli 6 e 7 di cui sopra.

2) Tutti questi costituiscono la Commissione esaminatrice unica per le varie sezioni linguistiche e di studi del ciclo medio.

3) In linea di principio, almeno due membri di ciascuna delle Parti contraenti sono membri della Commissione esaminatrice.

4) I membri della Commissione esaminatrice, che non fanno parte del personale delle Scuole europee, sono scelti in base alle loro competenze particolari in una o più delle materie che sono oggetto delle prove scritte ed orali. Essi devono soddisfare le condizioni richieste nel loro paese d'origine per essere nominati membri di Commissioni esaminatrici equivalenti. Devono inoltre conoscere almeno due delle lingue insegnate nelle Scuole europee.

5) La presidenza della Commissione esaminatrice è assunta da un professore di insegnamento superiore designato dal Consiglio superiore su proposta delle autorità competenti del paese cui spetta la presidenza di turno. Gli ispettori, che rappresentano i singoli paesi nel Consiglio d'ispezione del ciclo medio, assistono il Presidente in qualità di vicepresidenti. In caso di impedimento del Presidente, uno dei vicepresidenti assicura la presidenza ».

Articolo VII.

L'articolo 10 è così modificato:

« Ciascuna delle prove scritte è sottoposta a due correttori. Le copie, anonime, sono corrette dal professore della classe e da un correttore esterno. All'armonizzazione dei voti provvede il Presidente della Commissione esaminatrice o i vicepresidenti. Le prove orali dei candidati si svolgono dinanzi a due esaminatori: un esaminatore esterno e il professore del candidato. Dopo la scelta dell'argomento deve essere lasciato al candidato un adeguato lasso di tempo per prepararsi ».

Articolo VIII.

L'articolo 17 è così modificato:

«Ciascun membro della Commissione esaminatrice, incaricato di correggere le prove scritte o di interrogare alle prove orali, dà un voto ad ogni prova. Dopo la deliberazione, si ottiene il voto finale per le singole prove procedendo alla media aritmetica dei voti dati. I voti così assegnati sono trasmessi al Presidente della Commissione esaminatrice ».

Articolo IX.

L'articolo 18 è così modificato:

« 1) Terminate le prove scritte e orali, il Presidente riunisce la Commissione esaminatrice per deliberare sull'insieme dei risultati.

2) I voti ottenuti da ciascun allievo nelle differenti parti dell'esame sono collazionati tenendo conto dei coefficienti dati, ad ognuna delle materie.

3) Le differenti parti dell'esame sono valutate nel risultato finale secondo i seguenti criteri:

a) un massimo di 100 punti per il voto preliminare di cui all'articolo 8;

b) un massimo di 90 punti per l'insieme delle prove scritte di cui all'articolo 6;

c) un massimo di 60 punti per l'insieme delle prove orali di cui all'articolo 7.

L'allievo che non abbia ottenuto il minimo stabilito per la lingua materna potrà essere respinto solo previa deliberazione della Commissione esaminatrice. Questa, sentito il parere del professore che ha insegnato la materia, potrà eventualmente decidere di sottoporre immediatamente il candidato a una nuova prova dinanzi ad una sottocommissione speciale, presieduta dal Presidente della Commissione esaminatrice o dal suo rappresentante ».

ARTICOLO X.

Vengono inseriti due nuovi articoli 19 e 20:

« ARTICOLO 19. — La Commissione esaminatrice delibera assumendo come elementi di valutazione il voto preliminare e i risultati delle prove scritte e orali.

I candidati che hanno ottenuto la media richiesta all'articolo 5-4° sono dichiarati promossi.

I candidati il cui punteggio raggiunge almeno i nove decimi del totale previsto sono oggetto di una deliberazione particolare, nel corso della quale la Commissione esaminatrice prende visione della pagella, tenendo conto in particolare dei voti degli ultimi due anni scolastici. Dopo aver deliberato su ogni singolo caso, emette la decisione definitiva. Le decisioni della Commissione esaminatrice sono sovrane. È ricevibile solo il ricorso basato su un vizio di forma.

ARTICOLO 20. — Se i pareri riguardanti un candidato sono discordi, si procede ad una votazione. A tale votazione partecipano, oltre al Presidente e ai vicepresidenti, gli esaminatori esterni, il Direttore della Scuola, i professori (1) del candidato che insegnano nell'ultimo anno le discipline oggetto di una prova scritta e orale. In caso di parità di voti, è determinante il voto del Presidente ».

ARTICOLO XI.

In conformità a quanto enunciato all'articolo X, gli articoli da 19 a 23 ricevono una nuova numerazione, cioè da 21 a 25.

ARTICOLO XII.

L'articolo 21 (ex articolo 19) è così modificato:

« Sullo svolgimento delle prove e sulle deliberazioni sarà steso un verbale con indicazione del voto dato in ciascuna materia e della percentuale dei punti accordata per l'insieme delle prove.

Esso è sottoscritto dal Presidente o dal vicepresidente.

Il Presidente della Commissione esaminatrice trasmetterà alle autorità nazionali, designate a tale scopo, una copia autenticata conforme al verbale ».

ARTICOLO XIII.

L'articolo 24 (ex articolo 22) è così modificato:

« *a)* Ai fini dell'applicazione dell'articolo 5, 2 *a)* et *b)* dello Statuto della Scuola, la licenza liceale europea garantisce, secondo la sezione di studi, l'equivalenza con i diplomi o certificati nazionali, che le autorità competenti delle Parti contraenti comunicheranno al Consiglio superiore.

b) In caso di modifiche apportate alle denominazioni dei diplomi, dei certificati e delle menzioni in vigore nei vari paesi, le Parti contraenti s'impegnano, ognuna in quello che la riguarda, ad assicurare l'equivalenza dei diplomi della licenza liceale europea con i diplomi, certificati e menzioni risultanti dalle nuove disposizioni nazionali ».

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
COLOMBO

(1) I professori dell'ultimo anno che insegnano altre discipline possono assistere alle deliberazioni con voto consultivo.

ERNESTO LUPO, *direttore*
VINCENZO MARINELLI, *vice direttore*

DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*
FRANCESCO NOCITA, *vice redattore*

(4651060/4) Roma Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.

(c. m. 411200831220)

L. 1.000